



YANN HUGUELIT, PARLER AU GRAND PUBLIC

Yann Huguelit est directeur de la CNAV (Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture). Président de l'interprofession de la vigne et du vin de Neuchâtel, il vient également de prendre la présidence d'AGIR (Agence d'information agricole romande). Nous lui avons demandé quel était son avis sur la façon dont on pouvait parler au grand public – notamment du vin.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS MESSIEUX

Yann Huguelit, comment « parler » au grand public ?

Pour une chambre d'agriculture, la question du grand public est toujours sous-jacente. Le secteur agricole représente un petit pourcentage de la population et notre rôle est donc aussi d'être un pont avec le reste de la population, en particulier les non-ruraux.

Nos chambres organisent par exemple des manifestations pour le grand public qui sont des occasions de rencontres entre la ville et la campagne. Dans le canton de Neuchâtel, il y a la renommée Fête des vendanges de Neuchâtel et la Fête de la Terre dans le Val-de-Ruz. La Fête des vendanges est notamment l'occasion pour le monde du vin de se montrer dans un cadre joyeux et festif. Le but est de présenter le travail du terroir aux non-ruraux et

de créer du lien et de la proximité pour mettre en valeur les activités du secteur primaire. À la Fête des vendanges, nous avons aussi depuis deux ans un "Village des vigneron", qui leur permet d'être directement au contact des consommateurs et en particulier des amateurs éclairés de vin.

Le vin est pour vous un vecteur privilégié pour accéder au grand public...

Oui. À mon sens, le secteur du vin est prioritaire en Suisse romande, en particulier dans la relation au grand public, et à ce que l'on peut appeler plus généralement la « population ».

Les vignobles se trouvent très souvent dans des zones également habitées ou proches des villes. On le voit avec Auvernier (NE) ou des villages sur La Côte (VD) ou Lavaux (VD). Les vigneron ont l'habitude d'accueillir la population lors des caves ouvertes ou simplement lors des ouvertures de cave.



Village des vigneron·nes à la Fête des vendanges de Neuchâtel. Photo : Fête des Vendanges.

C'est la forme de vente directe agricole la plus répandue et la plus ancienne.

Le vin est aussi très ancré dans son terroir, il raconte des histoires locales, ce qui est très différent de la plupart des autres produits agricoles qui ont plus de difficultés à s'ancrer localement. Le vignoble et le vin sont aussi une composante de l'oénotourisme, qui tend à se développer partout et fait partie intégrante de l'identité valaisanne par exemple.

Que pensez-vous des conflits de voisinage et comment les éviter ?

En effet, il y a des conflits avec les riverains ou les touristes, par exemple sur la question des traitements phytos. Les campagnes autour des initiatives anti-pesticides ont notamment amené cette question sur le devant de la scène médiatique.

À Neuchâtel, nous avons renoncé à l'épandage par hélicoptère pour cette raison, et aussi parce que le terrain s'y prête et qu'il est aisé de mécaniser les traitements. Mais dans l'ensemble, il faudra que l'agriculture et notamment la viticulture continuent de s'adapter aux évolutions et demandes sociétales.

Après, il y aura toujours des gens qui vont se plaindre ou des acteurs du domaine qui vont partir en croisade contre telle ou telle chose, c'est difficile à éviter.

Quelles ont été les évolutions sur ces sujets ?

Neuchâtel a une sociologie particulière qui la rend particulièrement « sensible » aux questions environnementales. La production de vin bio à Neuchâtel atteint maintenant 50 % ! Cela tient à différents éléments : des pionniers, des conditions climatiques adéquates, une mécanisation plus facile que dans d'autres régions. Ce passage en bio - qui n'est pas exclusif à notre canton mais y est particulièrement massif - a finalement beaucoup fait évoluer le marché - avec en parallèle la hausse de la qualité des vins produits dans le canton.

Cette évolution doublement qualitative a impliqué d'importantes hausses de prix - le marché ayant aussi été tiré par les hausses de prix en Bourgogne. Heureusement, le public nous a suivis malgré quelques craintes et réserves des producteurs.

Cela dit, pour assurer l'avenir, nos vins doivent rester abordables afin que les Suisses puissent encore se les offrir. Cela est pour moi essentiel pour garder le contact avec la population : par exemple un jeune neuchâtelois peut-il encore s'offrir une bouteille de pinot noir à 20-25 francs ? Cette question de la relève et des changements de façon de consommer est importante. On en revient encore à l'importance des manifestations traditionnelles et festives comme la Fête des vendanges qui permettent de toucher l'ensemble des générations.

Quelle stratégie adopter selon vous pour la production romande de vins ?

Mon optique est que si nous voulons atteindre l'objectif affiché des 40 % de parts de marché de vin suisse, il faudra s'adapter. Le mécanisme de la réserve climatique permettra de lisser les mauvaises années.

Mais à terme, selon moi, la question la plus importante est celle des AOP et AOC. Un passage vers des AOP pour remplacer les AOC permettrait d'avoir un peu plus de latitude dans la conception des vins sans que pour autant les produits soient déconsidérés aux yeux des consommateurs.

Mais, paradoxalement, il faudrait aussi plus insister sur l'importante diversité de cépages que nous avons dans notre pays, qui est une richesse sous-estimée.

Pour le moment, chaque canton ou région travaille dans son coin, avec ses propres règles, et cela n'a pas forcément une grande pertinence pour le produit final et pour le consommateur. AGIR, par son rayon d'action romand, pourrait s'impliquer sur ces éléments.

Comment agir sur le secteur éducatif ?

L'éducation joue un rôle formateur important pour la population et c'est probablement un élément que nous avons longtemps sous-estimé dans le milieu agricole. Les grandes ONG environnementales ont par contre parfaitement réussi et ont martelé que tout allait mal et que l'agriculture était responsable de tous les problèmes environnementaux, ce qui a considérablement influencé par exemple les manuels scolaires.

À Neuchâtel, nous agissons spécifiquement sur deux aspects.

Le premier passe par l'accueil de classes de haute école pédagogique [HEP, qui forme les enseignants] pour dans des fermes pour leur expliquer comment fonctionne l'agriculture. On doit souvent faire attention parce que les enseignants peuvent avoir tendance à « formater » les élèves par rapport à l'agriculture. Cette année, le sujet est par exemple la cohabitation avec le loup.

Le second est le CFC d'agriculteur, où nous avons introduit un module de communication pour apprendre aux futurs diplômés à créer des moyens de communication pour le grand public. Nous leur demandons notamment de se mettre à la place du public en créant des éléments audiovisuels ou écrits de communication. Le but est d'aider les futurs agriculteurs à communiquer avec le public: riverains, vente à la ferme, conseils communaux, ... Cette formation n'est pas contre pas disponible pour les futurs cavistes et viticulteurs qui sont formés à Marcellin dans le canton de Vaud.

AGIR, de par son rayon d'action romand, a un rôle intéressant à jouer puisqu'elle est le traducteur francophone d'Agriscuola, la Plateforme didactique de l'agriculture, soit un programme suisse de création de supports pédagogiques pour l'enseignement.

Mais qu'en est-il des politiques et des médias, souvent accusés d'être critiques envers l'agriculture ?

Alors en effet, cela devient compliqué de nos jours avec notamment des politiciens de gauche (Socialistes et Verts) qui sont de plus en plus rarement liés à l'agriculture, ne la connaissent pas et ne la comprennent pas. Cela pose des problèmes de compréhension et de connaissances qui nous ennuiet. Cela s'ajoute aux problèmes amenés par les réseaux

sociaux, où les internautes lisent des nouvelles internationales qui ne concernent pas vraiment notre agriculture suisse. Ou quand dans les médias, on trouve des photographies provenant d'autres pays pour illustrer des articles sur l'agriculture suisse. Les médias actuels ont souvent des à-priori sur l'agriculture et la façon de fonctionner des journaux est aussi de vendre des articles en insistant sur ce qui ne va pas bien - par exemple la pollution. Mon optique est qu'il ne faut pas seulement montrer ce qui ne va pas, ou ce qui serait la faute de l'agriculture (par exemple l'eau), mais également montrer ce qui va bien ou qui évolue dans le bon sens. Il nous faut aussi chercher des terrains de discussion avec les organisations environnementales et de protection de la nature. Contrairement à une certaine idée, nous pouvons trouver des sujets où la collaboration peut être profitable aux deux secteurs, plutôt que de ne vivre que dans le conflit.

Et au niveau des agriculteurs ?

Il faut être vigilants parce que nous devons défendre nos membres agriculteurs mais ils peuvent aussi avoir des à-priori envers le public ou certains pans du public. Comme association professionnelle qui représente une certaine diversité de membres vis-à-vis du grand public, des médias, des politiciens et de l'administration, nous devons assumer une certaine neutralité et une recherche permanente du compromis. Certains de nos membres souhaiteraient que nous soyons plus durs. Les campagnes de votation autour des initiatives touchant l'agriculture ont particulièrement tendu certaines positions. Mais notre but à long terme est vraiment d'être positifs, de trouver des soutiens et de favoriser le dialogue et les collaborations.

À mon sens, ce qui est vraiment important pour notre secteur est de se recentrer sur le volet alimentation. L'agriculture ce n'est pas seulement des problèmes liés aux pesticides, ou encore à l'utilisation du territoire, mais surtout l'élément central pour notre approvisionnement alimentaire. Intégrer cette dimension centrale de nos existences permettra de redonner à notre activité l'importance qu'elle mérite dans les débats sociétaux.

A la présidence d'Agir, vous avez succédé à François Erard (Agrigenève). Quelles sont les évolutions que vous entrevoyez pour le futur d'AGIR ?

AGIR a deux missions: offrir des informations agricoles aux milieux agricoles et offrir des informations agricoles au grand public. Pour l'instant, c'est surtout le premier élément qui a été mis en œuvre. Nous souhaitons clairement renforcer l'aspect information agricole au grand public dans les prochaines années, notamment sur les réseaux sociaux. Il y a une urgence par rapport aux manques constatés ces dernières années lors des campagnes liées aux initiatives anti-pesticides et sur l'élevage intensif. 🍷



Publications d'AGIR à destination des enseignants et élèves notamment.